

## COMPTES RENDUS

**ANG Chouléan, *Ā spūv. Pralom lok pravattisāstr [Sbau le serviteur, roman historique]*, Phnom Penh, Sipar, 2022, 122 p. ill. de Mās Sārān.**

Dernier ouvrage publié par Ang Chouléan, ce roman historique donne à lire l'atmosphère spirituelle du second XVI<sup>e</sup> siècle cambodgien une décennie avant la chute de Longvek, la capitale des rois khmers investie par les armées siamoises en 1594.

Le genre du roman historique n'est pas inconnu au Cambodge. Depuis le milieu des années 1950, une quinzaine de romans de cape et d'épée, généralement brodés à partir de la version la plus courante des *Chroniques royales*, prennent pour trame narrative la geste des rois de l'époque moyenne (XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)<sup>1</sup>. Les auteurs, la plupart écrivains de romans à deux sous, n'avaient alors d'autre objectif que de distraire le public urbain en ajoutant parfois une dimension mythique aux récits déjà légendaires des *Chroniques*, soulignant au passage le tragique de la destinée des grands personnages de l'histoire, rois, reines, concubines, ministres, généraux, etc. Rien de tel ici.

*Ā spūv* est en effet le premier roman historique dont l'auteur est un khmérologue, anthropologue de formation mais qui fait également profession d'historien du Cambodge à travers l'étude des textes épigraphiques des périodes ancienne et moyenne, qu'il enseigne à la Faculté d'archéologie de l'Université royale des Beaux-Arts depuis plusieurs décennies<sup>2</sup>. La visée, pédagogique, est de faire toucher du doigt l'atmosphère d'un siècle passé et méconnu de ses contemporains au plus près des sources vernaculaires, notamment des *Inscriptions Modernes d'Angkor*, cette quarantaine d'ex-voto bouddhiques inscrits par de pieux pèlerins, grands princes, hauts ou petits dignitaires, moines grands et petits, à l'occasion d'une visite au grand lieu

<sup>1</sup> *Pandāy lañvaek* (1954) ; *Brah cand rājā* (1955) ; *Brah pād bañā yāt* (1966) ; *Brah pād padum rājā* (1967) ; *kaliyug nau lañvaek* (1968), *Kae brah bhloēñ* (1970), etc.

<sup>2</sup> Voir ANG, Chouléan (et alii), *Inscriptions of Angkor Wat. Ancient, Middle and Modern Periods*, Phnom Penh & Siem Reap, Center for Khmer Studies & Apsara Authority, 2013, 193 p. et son manuel d'épigraphie : *Mūlaṭhān rīen khmaer purān*, Phnom Penh, Yosothor, 2013, 282 p.

saint du royaume, le temple d'Angkor Vat, alors dénommé Braḥ Bisṇulok<sup>3</sup>. En insistant sur les ressorts religieux de la société khmère moyenne, l'auteur des *Êtres surnaturels dans la religion populaire khmère* retrouve un thème qui lui est cher, pour lequel il s'est d'ailleurs adjoint le même illustrateur que pour sa thèse d'ethnologie publiée à Paris en 1986<sup>4</sup> : les dessins à l'encre de Mās Sārān ont fait ici encore merveille, cette fois pour donner corps à des situations historiques en partie imaginées par l'auteur.

Pour faire revivre le XVI<sup>e</sup> siècle, celui-ci a choisi de mettre en scène la vie d'un *khñum*, terme qu'on a souvent traduit par esclave, mais que l'anthropologie qualifie plus volontiers de « dépendant »<sup>5</sup>. Le récit, divisé en un prologue, une dizaine de petits chapitres, et un épilogue, s'ouvre sur l'année 1583. Un dignitaire de l'administration royale, le *bañā* Som, réside dans l'apanage de Tréang [Drāmñ], une des cinq grandes provinces du royaume, plus précisément au pied du Phnom Chisor [Bhnaṃ Jī Sūry], avec son épouse, *jaṃdāv* Hīeñ. Opulents – ils possèdent une vingtaine de *khñum* – mais sans enfant, ils ont adopté le « neveu » de *jaṃdāv* Hīeñ, Suos(t) – le fils de sa cousine –, lequel a pris le froc au *vatt* Bhnaṃ Jī Sūry, où il est assisté par un des jeunes *khñum* de son père, *ā* Spūv, avec lequel il a noué une forte amitié. Dans les environs se trouve une communauté śivaïte, celle du *sruk* Saivā, où les habitants perpétuent le culte du liṅga de Śiva sur la cime du Phnom Chisor, en plus de pratiquer le bouddhisme. C'est dans cette communauté que *jaṃdāv* Hīeñ ira demander pour son fils adoptif la main d'une jeune femme, *nāñ* Umā, dont le père, riche mais dépourvu de rang dans l'administration royale, est « patron » de cotonniers (*tañkhau krapās*), produisant du coton pour le faire tisser. Le royaume bruissant encore de la nouvelle selon laquelle le roi était allé à deux reprises au Braḥ Bisṇulok pour y réaliser des œuvres pies, *bañā* Som décide de s'y rendre lui aussi en pèlerinage, accompagné de son fils et de sa suite. Ils sont reçus par un petit dignitaire, Tā Braḥ, dont le titre de *braḥ* lui avait été donné par le roi lui-même lors d'une de ses visites à Braḥ Bisṇulok. Une autre raison mène *bañā* Som au grand lieu saint du royaume : l'affranchissement de quelques *khñum* pour accroître ses propres mérites. Parmi eux, *ā* Spūv. Le statut spécial de ce dernier, ami du fils de la maisonnée, mène *bañā* Som à le faire ordonner moine dans un monastère d'Angkor à l'issue de son affranchissement, le *vatt* Indraprasth.

<sup>3</sup> LÉWITZ, Saveros, « Les inscriptions modernes d'Angkor Vat », *Journal Asiatique*, 1972, pp. 107-129.

<sup>4</sup> ANG, Ch., *Les êtres surnaturels dans la religion populaire khmère*, Paris, Cedoreck, 1986, 351 p. Préface de Georges Condominas.

<sup>5</sup> CONDOMINAS, Georges (éd.), *Formes extrêmes de dépendance. Contribution à l'étude de l'esclavage en Asie du Sud-Est*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1998, 583 p.

Résidant chez Tā Braḥ à proximité du temple, dans le village de Trabāṃṃ Seḥ, *bañā* Som va auparavant se lier d'amitié avec ce dernier jusqu'à se jurer réciproquement fraternité dans le cadre d'un rituel spécifique (*kloe*). Les deux hommes feront alors en sorte qu'*ā* Spūv, une fois affranchi, passé par la robe monastique puis défroqué, épouse *nān* Deb, la fille de Tā Braḥ. Le roman s'achève par un tableau de la situation des protagonistes quelques années plus tard, en 1587. Suos(t), marié à *nān* Umā, vit aux côtés de *bañā* Som et *jamdāv* Hīeñ, à Phnom Chisor, avec leur jeune garçon, Bai ; Spūv, libre, défroqué au bout de deux ans, a finalement épousé *nān* Deb et vit à Trabāṃṃ Seḥ. Mais le son du clairon raisonne et la nouvelle d'une incursion siamoise à Pursat se répand. Cette atmosphère guerrière incite Tā Braḥ et les siens à descendre au Phnom Chisor, pour rendre visite à son *kloe*, *bañā* Som.

Ce résumé ne rend pas compte du brio avec lequel l'auteur dresse le portrait d'une société imprégnée de la mémoire mythifiée d'Angkor qui s'apprête à connaître les troubles que l'on sait. Son habileté consiste à tenir ensemble pour les appareiller au mieux le souci de l'exactitude historique, la précision ethnographique, et un sens avisé de la fiction. On repère ainsi, en arrière-plan du récit, des sources connues des historiens comme les inscriptions *K.296*, *K.297*, *K.465*, *K.285* ou les *Inscriptions modernes d'Angkor 2 et 3* – l'auteur va même jusqu'à imaginer le texte d'une Inscription moderne d'Angkor commanditée par le *bañā* Som (p. 111). La narration est aussi l'occasion de resituer une série de pratiques ou d'institutions sociales encore en usage de nos jours dans leur 'jus' historique : le tatouage des jeunes hommes, le stage monastique, la fraternité jurée (*kloe*), l'adoption d'enfants par les couples stériles (*kūn dharm*), et bien sûr, le pèlerinage au grand lieu saint du royaume accompagné d'œuvres pies, dont l'affranchissement de dépendants et la rédaction d'une inscription lapidaire le relatant faisaient partie intégrante.

Un roman s'apprécie aussi à la prose qui le compose. Celle de l'auteur, riche en expressions idiomatiques<sup>6</sup>, certaines connues, d'autres désuètes, procède d'une écriture fluide, expressive et précise, qui sert avec bonheur la psychologie des personnages.

Mais pourquoi un roman historique ? L'auteur ne s'en est pas expliqué mais l'on imagine sans peine qu'il faut y voir la suite logique d'un premier roman, ethnographique celui-là, publié en 2021<sup>7</sup>. Dans un style enlevé non dénué

<sup>6</sup> Cf. *inter alia* : « *pat' paen tūc aṃboe sđjñ* » (p. 67) ; « *oy ka vaek ka chnāṃṃ* » (pp. 32, 70, 117) ; « *tāṃṃ bī nau tūc krūc chmār* » (p. 33) ; « *leñ kaṃsāl* » (p. 36) ; « *s-it tūc skar tāṃṃ māe* » (p. 104) ; « *manuss prus toem drūñ prāṃ hatth* » (p. 114) ; « *jā bhnaek jā cramuh* » (p. 120).

<sup>7</sup> ANG, Ch., សត្វលោក [Satv Lok], Phnom Penh, Yosothor, 2021, 147 p. + illustrations à l'encre de Meas Saran.

d'humour, il s'adressait alors aux nouvelles générations d'urbains de plus en plus coupées du monde rural et de ses croyances pour leur expliquer le monde chamarré de la religion populaire khmère, et les logiques qui la structurent. Il s'était glissé à cette fin dans la peau d'un génie protecteur de maison, une *mnān phdaḥ*, et pas n'importe laquelle puisqu'il s'agissait de celle qui protège sa propre maison, faisant alors parler avec chaleur et malice cette entité pour décrire les êtres surnaturels qui peuplent le monde cambodgien (*brāy, me pā, pret, mṭāy toem, mreñ gañvāl, juor jampuor, anak tā, āp*, etc.). Devant le succès rencontré par ce premier roman, l'idée aura naturellement fait son chemin d'offrir aux jeunes générations un accès récréatif au passé post-angkorien.

Mais pas seulement. Tout roman historique aussi précis et documenté soit-il exploite le silence des sources pour composer une fiction qui pose question à l'historien. Ainsi confronté de plain-pied à du vraisemblable invérifiable, celui-ci est mis en demeure de suivre le fil imaginaire de l'auteur pour statuer. L'une des questions historiques que pose ce roman est celle de la pratique du pèlerinage bouddhique à Angkor Vat et sa sociologie évolutive entre la fin du XVI<sup>e</sup> et le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle : quel(s) type(s) de pèlerin s'y rend – roi, grands princes, grands ou petits moines, hauts ou petits dignitaires, étrangers de diverses contrées –, à quelle fréquence, à quelle(s) époque(s) voire selon quelle chronologie précise ?<sup>8</sup>

En attendant que les historiens s'emparent de cette question, on aimerait pouvoir lire la suite des aventures du jeune Spūv et savoir, par exemple, s'il fut amené à défendre Longvek assaillie par les Siamois, ou s'il fit partie de l'escorte qui accompagna le roi cambodgien dans sa fuite vers le Laos avant même la prise de la capitale. À moins qu'on ne le voit ressurgir – tout au moins sa réincarnation, le bouddhisme *theravāda* n'y verrait pas d'objection – aux côtés du roi Norodom, organisant secrètement la lutte contre les Français lors de la fameuse révolte de 1884-1885, ou aux côtés du rebelle Dap Chhuon contre le pouvoir sihanoukien ?

Grégory MIKAELIAN

---

<sup>8</sup> Nous avons abordé cette question dans le cadre du séminaire *Langue, histoire et sources textuelles du Cambodge ancien et moderne*, le 5 février 2016.

**Paul CHAMBERS & Napisa WAITOOLKIAT (eds.), *Khaki Capital. The Political Economy of the Military in Southeast Asia*, Copenhagen, NIAS Press, 2017, 351 p.**

S'il est un sujet qui demeure malheureusement d'actualité, c'est bien celui traité en 2017 par le présent ouvrage comme en témoignent successivement le coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021 en Birmanie et l'annonce faite le 12 mai 2023 – à quelques jours des législatives thaïlandaises – par le commandant-en-chef de l'armée de terre, le général Narongpan Jitkaewthae, que les militaires n'interviendraient pas quel que soit le résultat des élections<sup>9</sup>. Deux jours après le verdict des urnes, ce dernier précisait non sans ironie qu'il ne pourrait pas garantir la neutralité de l'armée si des troubles survenaient dans les cinq mois<sup>10</sup>.

Maître de conférences à l'Université Naresuan, Paul Chambers suit depuis près de deux décennies l'évolution de l'armée thaïlandaise<sup>11</sup>. Docteur de la Northern Illinois University, Napisa Waitoolkiat dirige le centre d'études sur l'ASEAN de la même université et collabore régulièrement avec P. Chambers depuis le début des années 2010<sup>12</sup>. Pour élargir leur champ d'analyse à l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, ils ont fait appel à cinq autres universitaires, occidentaux et asiatiques. L'originalité de l'ouvrage est d'utiliser le prisme des entreprises appartenant à l'armée pour jauger son emprise sur les divers appareils socio-politiques de la région. À ce titre, il s'inscrit directement dans le prolongement des travaux pionniers des années 1980 de Zakaria Haji

<sup>9</sup> « Thailand's army chief promises no coup in lead-up to election », *Le Monde*, 12/05/2023.

<sup>10</sup> MEADLEY, Jonathan, « Thai Military May Intervene if Political Situation Is Not Under Control », *The Laoian Times*, 15/05/2023.

<sup>11</sup> Voir notamment CHAMBERS, Paul (ed.), *Knights of the Realm: Thailand's Military and Police, Then and Now*, Bangkok, White Lotus Press, 2013, 738 p. ; CHAMBERS, P. & CROISSANT, Aurel, *Democracy under Stress: Civil-Military Relations in South and Southeast Asia*, Bangkok, Chulalongkorn University, Institute of Security & International Studies (ISIS), 2010, 223 p.

<sup>12</sup> WAITOOLKIAT, N. ; CHAMBERS, P. & JITPIROMSRI, Srisompob, « Locating the Local: Untangling Ownership over Security Sector Processes of Peace-Building: The Case of Southern Thailand », [in] John GLEDHILL (ed.), *World Anthropologies in Practice*, Londres, Bloomsbury Press, 2016, pp. 189-209 ; WAITOOLKIAT, N. & CHAMBERS, P., « Political Party Finance in Thailand Today: Evolution, Reform, Control », *Critical Asian Studies* Vol. 47/4, 2015, pp. 611-640.

Ahmad et Harold Crouch<sup>13</sup>, puis (pour se limiter aux années 2010) de Rajesh Basrur et Kartik Bommakanti<sup>14</sup>.

Après une brève tentative de catégorisation des niveaux de contrôle civil dans le Sud-Est asiatique, l'ouvrage met en regard les pratiques à l'œuvre dans sept des pays de la région : Thaïlande, Myanmar, Vietnam, Cambodge, Laos, Philippines et Indonésie.

Napisa Waitoolkiat et P. Chambers ouvrent le banc avec la Thaïlande, qu'ils décrivent comme servant une rente de situation aux 'archi-royalistes', qualifiant le partenariat à l'œuvre entre la Couronne et l'armée depuis la fin des années 1950 de *kakistocratie* (p. 40). Reprenant les travaux de Riggs<sup>15</sup>, ils rappellent la présence de politiciens – c'est-à-dire de force militaires de haut rang – dans les conseils d'administration (CA) des grandes firmes thaïlandaises (publiques comme privées) dont la clique du 'soi Rajakru' (les généraux Phin Choonhavan, Phao Sinayonda et, on peut le rappeler, l'autre gendre de Phin, Pramarn Adireksarn) constitue l'épicentre dans les années 1950 avant d'être évincée au profit du maréchal Sarit Thanarat et des hôtes de la rue Sisao Theves. Rappelons que le général Prem Tinsunalond fut le dernier représentant des 'Sisao Theves' – avant la destruction post-mortem de la maison mise à sa disposition par le Bureau des Propriétés du Roi en 2018. Dans les années 1950, les caisses sont remplies par l'Armée Payap du Nord<sup>16</sup>, par l'entremise du trafic de l'opium (licite jusqu'en 1959) et des multiples connexions qui s'établissent à la frontière ouest avec les débris du Guomindang. Même si la Couronne récupère le plein contrôle de ses propriétés sous le gouvernement Sarit, il faut toutefois attendre les années 1980 pour qu'elle devienne un acteur clé du jeu politique avec lequel les militaires devront désormais compter. Au milieu des années 2010, la défense et la sécurité viennent en cinquième position dans le budget de l'État avec une hausse très sensible du budget de la défense après le coup de 2006, à ceci près que rapporté au PIB, la part de la défense oscille entre 1 et 1,8% ce qui reste

<sup>13</sup> ZAKARIA Haji Ahmad & CROUCH, Harold (eds.), *Military-Civilian Relations in South-East Asia*, Singapour, Oxford University Press, 1985, 368 p.

<sup>14</sup> BASRUR, Rajesh & BOMMAKANTI, Kartik, *Demilitarising the State — The South and South-east Asian Experience*, Singapour, Nanyang Technological University (NTU), S. Rajaratnam School of International Studies, 2012, 138 p.

<sup>15</sup> RIGGS, Fred W., *Thailand, the Modernization of a Bureaucratic Polity*, Honolulu, East West Center, 1967, 470 p.

<sup>16</sup> Terme désignant les forces thaïlandaises qui rentrent dans l'est des États Shan le 10 mai 1942 ; parmi son haut-commandement, le général Phin Choonhavan, qui s'empare de Kengtung en juin 1942 et est nommé gouverneur des territoires conquis. C'est là que son fils, le futur général Chatichai Choonhavan, fera ses premières armes.

modeste dans les termes de la zone, d'autant qu'une partie est dévolue à la sécurité de la Couronne. Ce qui caractérise l'articulation entre le pouvoir au sens large et l'armée est donc ailleurs, dans ce que les auteurs qualifient de « sinécures militaires », qu'il s'agisse de sièges dans les divers corps mis en place par la junte après le coup de 2014 ou (ce qui est largement plus intéressant financièrement) dans les conseils des grandes firmes au titre d'administrateur indépendant, *i.e.*, possédant moins de 0,5% du capital, y compris au niveau des filiales – une exigence imposée par les réformes de la gouvernance des entreprises après la crise financière de 1997-98. Si le nombre de militaires dans les CA des firmes publiques a décliné depuis le début des années 2000, il en va autrement du secteur privé. Parmi les sources de prébende, on retrouve les transactions foncières sur des terrains militaires, ou les dividendes produits par le petit nombre d'entreprises lui appartenant en propre, comme l'Army United Football Club ou le Television Pool of Thailand (4 chaînes). La plus importante de ces firmes était la Royal Thai Army Holding Company, créée en 1997 suite aux difficultés de la Thai Military Bank, dont l'armée possédait *c.* 35% du capital jusqu'à la cession de sa participation au ministère des Finances au milieu des années 2000. On peut y ajouter les Fondations, comme la Five Provinces Bordering Forest Preservation Foundation (FPBFP), dont le siège est situé dans les bureaux du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie des gardes du Roi (*Buraphapayak*), ou bien la loterie finançant l'organisation des vétérans. Le tout assaisonné d'une corruption endémique alimentée par les différents marchés de fourniture de l'armée (*cf.* le cas du Rakabhakti Park).

Marco Bünthe (maître de conférences à l'Université de Monash en Malaisie) poursuit par une analyse de ce qu'il qualifie — quelque peu abusivement au vu de ce qui a suivi – de coalition NLD-Armée au Myanmar. Tout en saluant les réformes du gouvernement Thein Sein, M. Bünthe reprend les analyses d'Ayesha Siddiqa<sup>17</sup> considérant que l'armée capitalise sa fonction de gardien de la sécurité nationale pour son seul profit. Après avoir rappelé les grandes lignes de l'évolution du Myanmar de 1948 à 1988, il montre que la stratégie poursuivie par le SLORC-SPDC (1988-2010) visait prioritairement à pérenniser sa dominance, tant en plaçant les firmes lui appartenant en position centrale (en premier lieu l'UMEH<sup>18</sup> et la MEC<sup>19</sup>) dans la mise en œuvre d'une économie de marché qu'en modernisant l'armée. Les cessez-le-feu avec les guérillas ethniques opérant dans les zones frontalières – moyennant une

---

<sup>17</sup> Ayesha Siddiqa, « Military's economic Role and Beyond », *The RUSI Journal*, n° 152/6, pp. 64-70.

<sup>18</sup> Union of Myanmar Economic Holdings Ltd.

<sup>19</sup> Myanmar Economic Corporation.

autonomie administrative à géométrie variable – ont permis le développement d'échanges de grande ampleur avec les pays voisins. Les firmes appartenant à l'armée ont en sus accaparé de larges portions de terre arable depuis les années 1990, un mouvement qui culmine en 2006 avec le programme de privatisation. La Constitution de 2008 garantissant à l'armée une position privilégiée (le quart des sièges aux assemblées nationales et provinciales et les portefeuilles des régions frontalières, de la défense et de l'intérieur), Thein Sein a bénéficié du soutien de l'USDP (fondé par l'armée) au Parlement. Il en a été différemment après la victoire de la NLD en novembre 2015, où se sont fait jour des tensions entre Ming Aung Hlaing, le commandant-en-chef de l'armée de terre, et la NLD. Le mandat Thein Sein ayant pour conséquence l'essor des investissements étrangers, les conglomérats militaires ont dû faire face à une concurrence accrue quand leur importance diminuait en termes relatifs. Ils ont en revanche largement bénéficié des privatisations, auxquelles s'est ajoutée la 'normalisation' du commerce des pierres précieuses, en premier lieu celui du jade dans l'État Kachin<sup>20</sup>.

Carlyle A. Thayer<sup>21</sup> s'attaque ensuite aux entreprises appartenant à l'armée vietnamienne (APV). Il commence par rappeler deux caractéristiques du régime : le caractère élitiste du PCV et la fusion des fonctions civiles et militaires. Dès la réunification de 1976, l'APV se voit confier un rôle clé dans la reconstruction économique, qu'il lui faut mener de front à partir de la fin de 1978 avec « la Troisième Guerre d'Indochine », qui dure jusqu'en 1989. La mise en œuvre du *đổi mới*, adopté en décembre 1986, dote les entreprises de l'armée d'un statut légal, dont celui de compagnies générales qui regroupent des dizaines de structures : en 1993, quelque 300 entreprises militaires emploient 20% des personnels de l'armée. Suivent deux vagues de réformes, 1995-97 et 1998-2006. La première divise par près de deux le nombre d'entreprises militaires pour leur conférer une taille critique, notamment dans la construction, les transports, les mines, les explosifs et le textile tout en améliorant leur gouvernance. La seconde met en place des zones économiques spéciales de défense, comprenant un transfert de population des plaines vers les zones montagneuses ou insulaires, soit 84 000 familles en date de 2013, sur la base d'une dualité des fonctions assurées par l'armée dans ces nouveaux fronts pionniers. L'afflux des investissements directs étrangers fait qu'en 2003, 67 entreprises militaires comprennent des *joint-ventures* avec des firmes étrangères. L'entrée du Vietnam à l'OMC début 2007 s'est traduite par la

---

<sup>20</sup> Voir sur la dimension économique de l'armée birmane Marie-Sybille de VIENNE, « Regards sur la *tatmadaw*, à la recherche de l'économie militaire birmane, estimations 2010-2020 », *Péninsule* n° 82, 2021 (2), pp. 125-170.

<sup>21</sup> Professeur émérite à l'Université de New South Wales et au Collège de Défense australien.



cession de 140 entreprises militaires n'opérant pas dans les industries de la défense, l'APV conservant la propriété de neuf de ses fleurons, parmi lesquels Viettel (téléphonie) et la Military Bank (Ngân Hàng Quân Đội).

P. Chambers reprend ensuite la plume pour aborder le cas cambodgien, rappelant que les forces de sécurité comprennent également police, gendarmerie et paramilitaires. À ce jour, elles se retrouvent dans un rapport de clientèle avec Hun Sen et le PPC, fondement d'un régime 'néo-patrimonial' articulant les détenteurs du pouvoir politique et les plus riches hommes d'affaires. Pendant toute la période de la guerre civile, les quatre factions cambodgiennes ont fonctionné sur une base de prédation et trafics locaux qui s'ajoutaient aux diverses aides reçues de leurs partenaires étrangers. Il a fallu toutefois attendre le coup de 1997 pour que l'armée résultant de l'adjonction de contingents du FLNPK (républicains) et du FUNCINPEC (royalistes) aux forces du PPC passe majoritairement sous contrôle du PPC, puis amorce un semblant de décrue de ses effectifs. Après la nomination de Tea Banh au poste de ministre de la défense en 2006, Hun Sen a renforcé son contrôle des forces armées en y nommant de plus en plus de ses affidés à des postes de responsabilité. Il en a été de même avec d'autres organisations de la société civile, comme la Croix Rouge. L'extension de ce patronage s'est accompagnée d'une reconstruction idéologique avec son identification légitimatrice à la figure de Sdech Kan (Srei Chettha II) qui accéda au trône après avoir renversé un roi légitime particulièrement cruel. En dépit de la mise en place d'un Conseil National Suprême de Défense par la constitution de 1993, les commandants régionaux conservent une large autonomie et une considérable influence car ils sont à même de faire monter la pression sur la population lors des élections. Aux niveaux inférieurs, les promotions ne dépendent pas automatiquement du Premier ministre. Ce dernier a donc formé une demi-douzaine d'unités spéciales dont la loyauté lui est assurée, parmi lesquelles celle chargée du contre-terrorisme, dirigée par l'un de ses fils, le général Hun Manet, la garde présidentielle (10 000 hommes) et la sécurité municipale et de district (créée en 2003, l'année de l'attaque de l'ambassade de Thaïlande à Phnom Penh), laquelle s'est fait remarquer depuis par son zèle à disperser les manifestations. En dépit de ces innovations, la part accordée à la défense dans le budget de l'État a diminué, de 20,7% en 1996 à 7,9% en 2014, soit de 3,2% à 1,7% du PIB, étant entendu qu'en valeur absolue, le budget de la défense n'a cessé de progresser : le gouvernement souhaite conforter le haut commandement dans sa loyauté, et les données officielles restent largement inférieures à la réalité, en l'absence de tout réel contrôle des appels d'offre. Les officiers supérieurs sont tous membres du PPC. Dès le début des

privatisations (1989), les hommes d'affaires se sont appuyés sur l'armée (en sus de compagnies privées de sécurité) pour accaparer les terrains qui leur étaient nécessaires, et en en dépit des lois foncières de 1992 et 2001. En date de 2016, plus de 850 000 Cambodgiens ont été chassés de leurs terres, le plus souvent avec l'aide de l'armée. Suite à des tensions persistantes à la frontière avec la Thaïlande, Hun Sen a demandé aux riches *oknha* de participer au financement des troupes gérant la zone frontalière. Le binôme coercition-clientélisme a nourri le développement d'une économie 'militaire' dans l'économie nationale, qu'alimentent des structures comme la Pheapimex (7,4% des terres du Cambodge, v. p. 189) qui verse chaque année ouvertement des 'primes' aux divers représentants des forces de sécurité. Beaucoup d'officiers ont créé en sus leur propre compagnie de sécurité ; plus largement, 30% des militaires d'active (police et gendarmerie incluses) travaillent à temps partiel pour ces entités. Armée et ministère de la défense disposent d'entreprises leur appartenant en propre comme TV 5<sup>22</sup> et d'au moins 700 000 hectares de terre au titre de 'zones de développement'. S'ajoutent à ces actifs ceux détenus personnellement par les militaires, comme la mine de Rattanak du général Pol Saroen ou la SMP du général Ouk Kosa. La possession de concessions foncières par les militaires a été légalisée en 2008.

À en juger par Hans Lipp<sup>23</sup> et P. Chambers, l'armée laotienne ne semble pas fonctionner de manière radicalement différente. Réorganisée sous la houlette du Vietnam en 1976, l'Armée Populaire de Libération du Pathet Lao est devenue la structure de pouvoir la plus fonctionnelle du pays, d'où son poids croissant au sein du parti révolutionnaire du Peuple Lao (LPDR). Dans les années 1980, trois conglomérats militaires ont émergé, au Nord, au Centre et au Sud, exploitant les régions montagneuses et les ressources agricoles et forestières. L'aide militaire soviétique et vietnamienne tarie après 1989, les effectifs de l'armée laotienne (APL) ont été réduits d'un tiers et l'armée n'a eu d'autre choix budgétaire que de s'engager dans les affaires. En 1992, le gouvernement supprimait les concessions forestières et cédait son droit d'exploitation aux trois conglomérats militaires opérant, en sus du bois, dans les mines, l'agriculture, les infrastructures, le ciment et les transports routiers. Les trois firmes se sont ensuite rapprochées du marché thaïlandais notamment grâce au général Chavalit Yonchaiyudh<sup>24</sup>. La BPKP (*Bolisat Phatthana Khet*

<sup>22</sup> En partenariat avec Mica Media.

<sup>23</sup> Docteur en géographie de l'Université de Tübingen.

<sup>24</sup> Rappelons que le général Chavalit était lui-même partiellement puan (ethnie taïe largement représentée au Laos et en Isan), et qu'une de ses tantes fut la seconde épouse du prince lao Phetsarat, qui avait proclamé l'indépendance du Laos en 1945, avant de devenir le chef du

*Pudoi*), dont le siège social est à la frontière avec le Vietnam, regroupait 58 sociétés à la fin des années 1990, opérant pour certaines dans des secteurs douteux<sup>25</sup> jusqu'à ce qu'elle soit placée en 2001 sous la tutelle du ministère des finances. Les trois conglomérats ont ensuite été restructurés en 2004 dans le cadre d'un programme piloté par la Banque Mondiale. De 2000 à 2013, le budget de la défense passe de 4 à 0,4% des dépenses publiques, c'est-à-dire de 0,8 à 0,2% du PIB. Si l'APL ne compte plus officiellement que 29 100 hommes en 2014, ces chiffres sont sous-estimés d'autant qu'on ignore les effectifs de la police et que le pays compte quelque 100 000 paramilitaires : 1,9% de la population active travaillerait ainsi pour la sécurité nationale en 2017 (p. 232). Depuis le milieu des années 1990, deux des présidents de la république et un des Premiers ministres ont été des généraux. L'APL collabore activement avec les investisseurs de la région, notamment chinois et vietnamiens : elle est ainsi actionnaire du Dansavanh Casino et d'UNITEL (filiale de Viettel). Des militaires, d'active ou à la retraite, complètent leurs revenus en travaillant pour des firmes étrangères, notamment chinoise, vietnamiennes et thaïlandaises. La déforestation bat son plein, le Laos ayant perdu près de la moitié de son couvert forestier entre 2001 et 2014, dont une grande partie a été vendue à des sociétés vietnamiennes. Autant dire qu'à ce jour l'armée conserve un rôle majeur dans le maintien et le développement des infrastructures et est devenu le bras opérationnel du parti unique.

Selon Rosie Arcala Hall<sup>26</sup>, il a fallu attendre la chute du président Ferdinand Marcos en 1986 pour que l'armée devienne politiquement visible. En 1987, l'armée est placée sous la tutelle d'un département de la Défense tenu par des civils et les entreprises publiques se voient interdire le recrutement d'officiers d'active. Les diverses tentatives de coup d'état militaire de 1986-89 ont ralenti le processus de réformes, quand le départ des Américains de leur base de Subic Bay en 1992 (après la fermeture de celle de Clark en 1991) rendait plus difficile l'acquisition de matériels de seconde main. En 2006, les Philippines ont créé un volontariat paramilitaire destiné à mettre en œuvre la contre-insurrection, qui a fonctionné jusqu'en 2010. En dehors du budget de la défense (consacré pour l'essentiel à ses personnels) voté par le Congrès, étroitement surveillé, le contrôle de l'armée (AFP) par le pouvoir politique demeure faible, notamment en raison de la situation insurrectionnelle dans le Sud, qui influe le choix des équipements. Financée par un fond (AFP

---

gouvernement Pathet Lao en exil en Thaïlande (voir FISTIÉ, Pierre, « Les ressorts de la vie politique en Thaïlande », *L'Afrique et l'Asie Moderne*, n°157, 1988, pp. 29-55).

<sup>25</sup> Comme le trafic d'animaux sauvages, les jeux, le trafic de drogue, etc.

<sup>26</sup> Professeur de Sciences politiques, Université des Philippines, Visayas.

Modernization Trust Fund), alimenté par la vente ou la location de terrains appartenant à l'armée, donc hors budget propre de la défense, la modernisation de la défense lancée en 1995 s'est rapidement heurtée à la crise financière. Depuis 2002, l'armée est soumise aux mêmes règles que les autres acteurs publics en matière d'appels d'offres, et le contrôle s'est renforcé en 2006. Elle bénéficie toutefois d'autres sources de revenu comme celles de la vente de produits des arsenaux ou d'équipements obsolètes, la construction d'infrastructures, les transferts provenant d'autres agences d'État ou les dividendes de ses participations dans divers autres fonds ou actifs publics. Les instances civiles manquent toutefois de moyens effectifs de contrôle comme l'ont montré divers scandales (2007, 2011) et rapports d'enquête (2007-09, 2011, 2013). La corruption reste présente au niveau opérationnel, comme l'atteste l'usage d'une partie des fonds alloués par les États-Unis lors des opérations conjointes *Balikatan*. Le clientélisme local, la mise en œuvre de programmes comme *Balik-Baril* (argent contre dépose des armes) dans le Sud et les connexions locales dans l'économie 'grise' attestent des difficultés de la diminution de la corruption à la base du système.

Comme le montre Jun Honna<sup>27</sup>, l'armée indonésienne (TNI) présente un profil fortement différent de celui des autres appareils militaires étudiés dans le présent ouvrage. Si la TNI constituait l'ossature de l'ère Suharto (1966-1998) au titre de sa double fonction politique et sécuritaire (*dwifungsi*), elle a depuis subi une série de réformes visant à la priver de tout rôle politique. Sous Suharto, le budget de la défense ne couvrait que 30% des dépenses de la TNI, poussant les militaires à créer des entreprises dans une grande variété de secteurs, lesquels bénéficiaient de nombreux partenariats avec les entreprises publiques comme Pertamina (pétrole). Les militaires fournissaient aussi des services de sécurité à des tiers et participaient à l'occasion à nombre d'activités de l'économie grise (jeu, prostitution, trafic de drogues, coupes de bois illégaux, etc.). Après 1998, l'armée dut reconnaître ses exécutions de masse à Aceh et à Timor-Est et fut confrontée à une explosion de conflits armés dans les « îles extérieures ». La gestion de la sécurité intérieure fut alors transmise aux forces de police, les militaires perdant d'importantes sources de revenu, avec pour conséquence une série d'escarmouches entre les deux corps dans plusieurs des grandes villes du pays. La loi de 2004 (présidence de Megawati) interdit à l'armée toute activité commerciale – les entreprises lui appartenant ayant perdu l'essentiel de leur valeur du fait de la crise financière de 1997-99 – et depuis octobre 2004, plus aucun siège n'est réservé aux militaires d'active au Parlement et dans les assemblées locales. Les impératifs de la lutte contre le terrorisme après les attentats de Bali (2002) ont dans le

---

<sup>27</sup> Professeur de Sciences politiques à l'Université Ritsumeikan (Kyoto).

même temps conforté sa position. Elle est partie prenante de l'agence nationale de lutte contre le terrorisme, créée en 2010 par le Président Susilo Bambang Yudhoyono (SBY, général à la retraite), et en 2012, elle a été habilitée à intervenir contre les émeutiers. Si le poste de ministre de la défense est le plus souvent confié à un civil, toutes les directions du ministère restent aux mains de généraux d'active. Le maintien des commandements régionaux lui permet de participer à la gestion des intérêts locaux – moyennant finance. Le prix à payer de l'extraction de l'armée du champ politique a été le maintien d'une partie de ses possibilités d'action sur le champ économique sans pour autant que l'opinion les perçoive comme légitimes.

Selon P. Chambers et Napisa Waitoolkiat, qui concluent l'ouvrage, plus les États ont souffert de l'absence de consensus parmi les civils, plus le poids de l'armée y est élevé. Et plus le contrôle civil sur l'armée est faible, plus ses intérêts économiques sont élevés, ce qui accroît d'autant ses capacités d'influence des politiques. Le 'capitalisme kaki', *i.e.* celui des entreprises militaires et des intérêts privés de ces derniers, demeure ainsi consubstantiel à l'institution militaire et à la pratique des hommes qui la servent en Asie du Sud-est. Aux yeux de P. Chambers et de Napisa, sa réduction tiendrait à un plus large consensus au sein de la société civile et davantage de liberté et de formation aux relations civilo-militaires de la population, militaires inclus.

Le présent ouvrage constitue ainsi une somme sur le positionnement politico-économique de l'armée dans sept des dix États de l'ASEAN. Seuls manquent au tableau la Malaisie et Singapour, ce qui aurait été pourtant d'un grand intérêt au vu de la place des boursiers du ministère de la Défense dans les milieux de pouvoir singapouriens et du peu de données disponibles sur l'armée malaysienne. L'absence du Brunei peut en revanche aisément se concevoir. Parmi les contributions de P. Chambers et de ses co-auteurs sur la Thaïlande, le Cambodge et le Laos, on trouve plusieurs tableaux dressant un état des lieux (2016) de la présence de militaires dans les conseils des firmes publiques et privées et des fondations en Thaïlande (pp. 64-65, 73, 76-77), sur l'exploitation forestière au Laos (p. 227) et de remarquables graphiques de connexion sur les appareils cambodgiens (pp. 179 et 214-217). S'y ajoutent les trois cartes isométriques sur le Laos (p. 249, 251-252). La contribution de C. Thayer sur le Vietnam est également d'un grand intérêt, avec la liste des principaux conglomérats militaires en date de 2009 (p. 209). Précisons toute fois que ce n'est pas l'armée seule qui a inauguré la présence de personnalités politiques dans les conseils d'administration des firmes thaïlandaises, puisque Pridi Banomyong lui-même fut membre de deux conseils d'administration,

dont un de premier plan, avant la seconde guerre mondiale<sup>28</sup>, et qu'on ne peut guère dire que les militaires détiennent « le monopole de la violence » (p. 329) au vu du nombre de conflits armés et de la généralisation des armes de poing dans la région (hors Vietnam). On aurait également aimé connaître le sort des anciens conglomérats militaires indonésiens après 2004 et disposer, même à titre heuristique, d'un semblant d'inventaire des actifs de l'armée aux Philippines.

*Marie-Sybille de VIENNE*

---

<sup>28</sup> RIGGS, *op. cit.*, p. 267.